

La Tribune - 13/03/07

La correction des valeurs moyennes pourrait se prolonger

Lors de la baisse des marchés fin février, les valeurs moyennes n'ont pour une fois pas amplifié le mouvement. Mais, selon certains indicateurs, une baisse est bien à redouter sur ces actions.

En dépit d'une moindre liquidité et d'une plus forte exposition au risque, les petites et moyennes valeurs ont bien résisté à la contagion du " minikrach " boursier de Shanghai de la fin février. Mais leur avenir boursier reste sujet à tensions. La correction, entamée le 27 février, s'est traduite par un recul de 6,6 % du CAC contre une baisse de 6,4 % pour l'indice CAC mid & small 190 au cours des deux semaines qui ont suivi.

Une évolution qui tranche avec les corrections antérieures. Et notamment celle de mai 2006 où les valeurs moyennes avaient beaucoup plus souffert que les grosses capitalisations. " *La déprime observée ces derniers jours tient du prétexte* ", en concluait un gérant spécialiste des small & mid caps interrogé par Reuters pour expliquer la résistance des valeurs moyennes. " Certains ont tenté de se faire peur avec des thématiques géopolitiques ou monétaires ", ajoutait-il.

Or, les PME cotées, majoritairement domestiques, ont peu de raison d'être impactées par des craintes de surchauffe de l'économie asiatique ou de récession américaine. Pourtant, d'aucuns assurent que l'avenir des valeurs moyennes est loin d'être clément. Cette correction, jugée finalement saine, était même " prévisible ", affirme Sébastien Faijean, directeur associé d'ID Midcaps. Dès mi-janvier, ce cabinet avait alerté d'une baisse attendue de cette catégorie de valeurs. Au-delà de la bonne progression des indices constatée jusqu'au " mardi noir ", ID Midcaps avait ainsi détecté un signe précurseur qu'il estime fiable, via l'analyse de la " prime de risque " octroyée aux valeurs moyennes.

" PRIME DE RISQUE "

Selon les experts, cette prime calculée sur un échantillon de 245 valeurs moyennes françaises (moins de 2 milliards d'euros de capitalisation) permet d'identifier le rendement attendu des actions. Et dès le début de 2006, son taux était devenu trop peu attractif au regard d'un placement sans risque comme l'OAT à 10 ans. En janvier, la prime était de 3,58 % contre 4 % pour l'emprunt d'État. Or, " le risque est élevé lorsque la prime franchit en baisse le seuil des 3,75 % ", estime Midcaps. En mai 2006, le passage à 3,26 % de cet indicateur avait d'ailleurs été suivi d'une baisse notable du secteur. Aujourd'hui, si la baisse des mid & small caps a jusqu'ici été relativement modérée, le maintien de cette prime de risque significativement sous le seuil des 3,75 % rend peu probable un rebond à court terme " sauf à revoir à la hausse les prévisions de bénéfices des sociétés en 2007 ", précise Sébastien Faijean.

Encore perplexes, les investisseurs attendent donc l'annonce des résultats annuels des sociétés pour, éventuellement, reprendre confiance. Mais si la plupart redoutent un accès de volatilité, " les fondamentaux restent bons ", remarque Yannick Petit chez Allegra Finance. Un avis sans doute partagé. Depuis le 5 mars, le CAC mid & small s'est repris de près de 3 %.

CLAIRE GATINOIS